

Compte-rendu

Commission thématique « milieux et biodiversité »

La **Commission thématique « milieux et biodiversité »** s'est réunie pour une deuxième séance de travail le 19 juillet 2024, en distanciel.

Liste des participants

Amélie POTIGNON	CD42
Gonzague DE MONTMAGNER	CD42/EPL
Julie FAURE-LAURENT	CD42
Fabrice FRAPPA	CD42
Céline PAUL	SAPEEF
Vincent GARNIER	FDAAPPMA 42
Roland CABANE	FDAAPPMA 42
Patrice CADET	ASM
Philippe HUYARD	FNE
Tristan RICHARD	GCL (carriers)
Aymeric DUPONT	AELB
Amandine BIJON	SMAELT
Audrey CHAPEL-GUILLOT	RdE
Gautier LLEXA	DDT 42
Avana ANDRIAMBOAVONJY	CCFE
Jordi VILLAMGNE	SEM
Maryline THOLLOT	SIMACOISE

Excusés

Hugo CHOUVELON	SAPEEF
Guy JULIEN LAFERRIERE	SAPEEF
Marion GIBERT	RdE
Fanny VERFAILLE	RdE

Dispositions prioritaires – Informations complémentaires

❖ Disposition n°1.1.1 : Inventorier les zones humides - Cartographies complémentaires des zones humides.

Dans cette première partie, sont présentées les données zone humide complémentaires disponibles sur le territoire du SAGE, réalisés par le CEN. Certaines zones n'ont pas encore fait l'objet d'inventaires complémentaires tandis que sur d'autres, les inventaires sont réalisés au sein des structures porteuses de contrats territoriaux (CT) (pour du travail en interne) avec des méthodologies qui leur sont propres. Les données concernant les drainages et compensations des zones humides, fournies par la DDT, ainsi que les données concernant les plans d'eau sont également présentées.

Fabrice FRAPPA : Le terme de zones humides « potentielles » utilisé jusqu'à présent, dans cette commission, pour désigner les zones humides recensées par le département en 2014, ne semble pas adapté et risque de mener à des confusions. La cartographie de certaines de ces zones humides a fait l'objet d'analyses de terrain (informations disponibles sur GWERN).

Gautier LLEXA : Il faut rappeler que la délimitation de ces zones humides n'a pas de valeur réglementaire.

Données DDT

Gautier LLEXA : Les données de drainage présentées ici ne sont pas exhaustives puisqu'elles ne recensent que les projets soumis à déclaration ou à autorisation. Il est, de plus, compliqué, dans certains cas, de dater précisément certains ouvrages. Ces données sont le reflet d'une dynamique très antérieure à 1993 (contrairement à ce qui est indiqué sur le diaporama).

Données Plans d'eau

Fabrice FRAPPA : Entre 2012 et 2015, l'intégration des étangs de la Loire dans l'inventaire zone humide avait déjà été débattue et votée en CLE. Il a donc été décidé de garder les étangs dans les zones humides pour plusieurs raisons :

- Techniquement, ce sont bien des zones humides. Les ceintures de végétation des étangs, notamment, sont constituées des espèces floristiques caractéristiques des zones humides ;
- Il existe d'autres régions (la Dombes, la Brenne, ...) qui intègrent les étangs aux inventaires de zones humides ;
- Le préfet avait bien précisé que cet inventaire n'a pas de portée réglementaire. Alors que les étangs seront, eux, traités d'un point de vue réglementaire en lien avec la nomenclature sur les plans d'eau pour tout ce qui serait, par exemple, lié à des mises en à sec.

Il est nécessaire et important de les garder dans les zones humides. Le croisement de donner permet de montrer qu'il est tout à fait possible d'être dans les deux typologies. Si des inquiétudes persistent, il semble nécessaire de les préciser. Techniquement, ce sont des zones humides et réglementairement, ils sont bien traités comme des plans d'eau.

Céline Paul : Il est important de garder la terminologie de plan d'eau. Ce débat avait lieu avant que le département de la Loire ne s'implique dans une démarche d'accompagnement de filière et n'ait conscience de l'importance de la filière piscicole ligérienne. Au niveau national, la SAPEEF se bat pour que les étangs soient inscrits en zone agricole (avec une terminologie pisciculture) et non en zone naturelle, puisque ce sont des zones exploitées.

Fabrice FRAPPA : La traduction, dans les documents d'urbanisme, de ces inventaires zone humide est un débat local. En sachant que beaucoup d'intercommunalités, on fait le choix de les traduire, dans leurs documents d'urbanisme avec des « indices ». On peut avoir, par exemple, une zone agricole (ou naturelle) indiquée zone humide.

Gautier LLEXA : Réglementairement parlant, nous n'allons pas considérer qu'un plan d'eau est une zone humide. Néanmoins, cela pourrait être affiché en employant un autre terme que « zone humide » pour les identifier. En sachant que pour nous, lorsqu'il y a des milieux comme ceux-là, on n'exclut pas la possibilité de trouver des zones humides dans le secteur et de mener les investigations adéquates.

Fabrice FRAPPA : Trouver un autre terme n'est pas simple sans risquer de régresser concernant la thématique zone humide. On peut très bien dire que les étangs sont scientifiquement et techniquement considéré comme des zones humides, mais réglementeraient traiter comme des plans d'eau. C'est ce qui avait été retenu à l'époque.

Gautier LLEXA : On a tendance à parler de zone humide lorsque l'on est dans les critères réglementaires associés et de milieu humide dans les autres cas.

Céline Paul : En termes de pisciculture, même extensive, le poisson est élevé en milieu aquatique et non en zone humide.

Fabrice FRAPPA : C'est un sujet ouvert à débats puisque l'on retrouve aussi des poissons dans les rivières et les fleuves. Une des façons de s'en sortir est de déconnecter le caractère réglementaire (qui fait l'objet d'investigation plus approfondie) et le caractère technique/scientifique puisque de ce point de vue, il n'y a aucun souci pour classer les étangs en zone humide.

❖ *Disposition n°1.1.3 : Intégrer les zones humides dans les documents d'urbanisme - Réglementation des zones humides, que font les autres SAGE ?*

Une analyse de la « Base de données nationale des règles de SAGE » est présentée. Les règles analysées sont celles relatives aux zones humides.

Compensation

Vincent GARNIER : Est-ce qu'on arrive véritablement à mettre en place des moyens suffisamment fonctionnels pour que des zones humides soient compensées ?

Fabrice FRAPPA : En 2014 la question c'était déjà posé avec deux options possibles, via les SDAGE, qui n'engendrent pas les mêmes coûts ni les mêmes gains écologiques. Lors d'une compensation de zone humide :

- Est-ce que l'on part d'une zone humide, déjà existante, mais dégradée ?
- Est-ce que l'on recrée une zone humide ?

Recréer une zone humide coûte très cher et c'est un peu illusoire techniquement et scientifiquement parlant. Pour la Loire, l'option était d'utiliser les données de l'inventaire (description précise via GWERN) pour proposer la restauration d'une zone humide dégradée. Exemple : déviation de Saint-Marcelin et de Bonson, sur la RD498, avec la restauration des fonctionnalités de l'étang Frécon.

Gautier LLEXA : Au titre de la compensation, la mesure de compensation est la dernière option et donc, par essence, jamais complètement satisfaisante. Elle vise à compenser des impacts que l'on n'a pas sûrement réduire ou éviter donc c'est toujours dommageable. De plus, il est difficile d'avoir un suivi : la prise des zones humides est variable. Si elles sont compensées dans un autre secteur que celle détruite la fonctionnalité, pour le site, est quand même perdue. Ainsi, on veille

systématiquement à ce que la part dédiée à l'évitement et à la réduction soit maximale.

Seuils réglementaires

Gautier LLEXA : N'est-il pas possible, dans la réglementation des zones humides, de jouer sur les seuils réglementaires dans le SAGE ? En abaissant les seuils des différentes rubriques à partir desquelles les projets sont concernés.

Amélie POTIGNON : Ce n'est pas une possibilité que j'ai retrouvé durant mes recherches dans la base de données Gest'eau des règles des différents SAGE. Il est cependant possible que je refasse une recherche plus spécifique.

Gonzague DE MONTMAGNER : La base de données n'est pas forcément à jour. Il faudra aussi vérifier la valeur juridique de ce type de règle. Mais normalement, les SAGE peuvent abaisser les seuils.

Vincent GARNIER : Il manque des précisions sur les aspects réglementaires. Le Code de l'Environnement n'impose-t-il pas des restrictions visant à limiter voire interdire la réalisation de projets sur les zones humides ?

Gautier LLEXA : Si un dossier est déposé et que la zone de travaux impacte une zone humide l'autorisation est donnée sous condition de respecter un certain nombre de consignes prises dans l'arrêté. En l'occurrence des mesures de compensations. Mais cela doit être dans le cadre d'une démarche qui montre qu'on a essayé d'éviter un maximum d'impact ; ceux que l'on n'a pas pu éviter, on les réduit ; et ceux qui restent, on les compense. On ne se satisfera pas d'un projet qui propose, comme unique solution, de détruire une zone humide.

Ce que peut apporter un SAGE, c'est, par exemple, augmenter le nombre de projets soumis à une autorisation particulière pour que l'idée de compensation devienne dissuasive. En effet, il est complexe de compenser des zones humides à hauteur de 300 %, que ce soit en termes d'argent ou de localisation du site, ce qui a une portée dissuasive.

PLU

Gonzague DE MONTMAGNER : On résonne en termes de lois sur l'eau et de code de l'environnement, mais le SAGE peut également s'adresser au droit du sol et au code de l'urbanisme. Le code de l'urbanisme est beaucoup plus restrictif sur les zones humides : aucune construction n'est autorisée.

Gautier LLEXA : C'est toute la difficulté si on commence à identifier des zones humides dans les PLU : souvent, ils s'appuient sur l'inventaire de 2014-2015. Une zone dans laquelle est interdit toute construction est créée. C'est là que la limite entre réglementaire ou scientifique est floue. Et lorsqu'une levée de doute est effectuée, il arrive que la zone soit indiquée comme « zone humide » dans le PLU alors que ce n'est plus le cas. Mais effectivement, dès qu'une zone humide est identifiée dans un PLU, l'interdiction est stricte.

Priorisation des zones humides

Tristan RICHARD : Comme évoqué durant la première commission thématique biodiversité et milieux, il faut différencier les types de zones humides. Il y a peut-être des contraintes plus fortes à mettre sur certains types de zones humides, notamment en tête de bassin-versant ou sur d'autres secteurs sensibles. Mais si l'on met des règles plus strictes sur tout type de zone humide, cela va avoir des incidences directes sur les activités économiques et leur pérennité. Il est important de classer les zones humides, notamment par ordre d'importance.

Fabrice FRAPPA : Toutes les zones humides sont importantes et sont à préserver. Plus de 50 % des zones humides ont disparu en un siècle. Il ne faut pas, dans ce reliquat, faire un tri entre : ce qui est à préserver et ce qui peut être sacrifié. Quelle ambition de compensation le SAGE peut fixer en fonction du type de zone humide : c'est une question qu'il faut se poser tout en gardant en tête de préserver ce qui reste.

Vincent GARNIER : Il risque d'y avoir des désaccords si chacun émet des critères en fonction des enjeux économiques auxquels il est confronté. Il est donc nécessaire de partir du principe que déjà beaucoup de choses on était perturbée et détruite.

Gautier LLEXA : La commission nous permet d'identifier les points sur lesquels des propositions devront être faites. Politiquement, autour de quel niveau d'ambition, on se trouve ? Et vers quel niveau est-ce que l'on tend ? Il y a certains points qui devront être soumis à la CLE, notamment politiquement, et traduire cela en commission.

Fabrice FRAPPA : Est-ce que la commission propose quelque chose, avec une mise en débat à la CLE ou est-ce que l'on attend plutôt une ligne de conduite de la CLE ?

Gonzague DE MONTMAGNER : C'est la commission qui doit soumettre des éléments à la CLE. En revanche, le choix des propositions est très stratégique. Augmenter les surfaces de compensation à 300 % est une option avec laquelle il faut être prudent. D'autant plus que les bénéfices sont incertains. Lorsque l'on fera

des propositions, il faudra que nous soyons en capacité de trouver le bon équilibre entre des niveaux d'interdiction et des niveaux de compensation. Sachant que du technicien à l'élu, les réticences et les points de conflits ne seront pas les mêmes. Il faudra également évaluer toutes les conséquences des propositions, pour toutes les activités associées.

Philippe HUYARD : En travaillant sur la cartographie des têtes de bassin-versant, nous nous sommes aperçus que c'est extrêmement large. Mais c'est ici l'occasion de faire le lien entre le groupe de travail et la commission.

Gonzague DE MONTMAGNER : Il faut également être cohérent avec l'étude HMUC. On aura également beaucoup d'éléments d'étude pour proposer cette priorisation.

Dérogation accordée pour la CLE

Vincent GARNIER : Il serait intéressant d'avoir un retour du SAGE de la Dore.

❖ Disposition n°1.1.7 : Informer et sensibiliser sur la préservation des zones humides

Présentation du « Guide zones humides pour les collectivités » de l'EPAGE Loire Lignon et du SAGE Lignon du Velay ainsi que de l'étude de priorisation des zones humides du SAGE Rance.

Plan de gestion : ZH prioritaires

Patrice CADET : Pour mettre cela en place, il a fallu des mesures de paramètres physico-chimiques, biologiques, etc. À partir de ces mesures, il est possible de faire une typologie des zones humides pour sélectionner celles qui répondent aux multicritères. Si on peut avoir les mêmes critères collectés sur nos zones humides, on peut aussi réaliser une typologie.

Retour sur la précédente réunion

❖ Questions pour l'Agence de l'eau Loire-Bretagne

Aymeric DUPONT : L'Agence de l'eau aide, les collectivités, sur les travaux de restauration. On n'aide plus les travaux d'entretien. Nous ne sommes pas en aide

auprès des propriétaires individuels. Dans le cas où il n'y aurait pas d'organisme ou de collectivité sur ces travaux, les propriétaires ont la charge de cet entretien.

❖ *Précédente réunion*

Patrice CADET : Je reviens sur l'atlas de la précédente réunion, puisqu'il me manque les points de prélèvement ce qui rend difficile de faire la relation entre le tableau et la carte. Avec mes connaissances, il me semble que le stagiaire n'a pas fait le travail correctement.

Amélie POTIGNON : Cette question se pose dans le cadre du groupe de travail sur les têtes de bassin-versant.

Gonzague DE MONTMAGNER : À l'époque, ils ont dû utiliser les données BNPE non corrigées. Il faudra recouper avec les données corrigées de l'étude HMUC.

Actualités

❖ *FMA : Etat des milieux humides et potentiel de restauration – Préfiguration d'une méthode d'analyse*

Aymeric DUPONT : Au niveau de la délégation Allier Loire Amont, nous avons travaillé en 2020, avec le FMA, pour identifier, en fonction de l'état des masses d'eau, comment les zones humides influent sur cet état et quelles zones humides étaient les plus stratégiques pour la reconquête de l'état des masses d'eau. Ce travail, c'était fait pression par pression pour voir comment les zones humides pouvaient aider à réduire ces pressions. On a travaillé avec différents CEN. D'où, aujourd'hui, cette étude pour avancer dans la réflexion.

Au niveau de l'agence, on finance les CEN dans le cadre d'une cellule de coordination et d'appui technique zone humide à l'échelle régionale. Le but est d'aider les porteurs de projet pour avancer sur la connaissance et les actions de restauration des zones humides. Cette cellule est notamment en charge de faire le point sur les inventaires réalisés, capitaliser la connaissance et remonter au FMA toutes les données existantes. Au niveau du FMA, il existe un outil cartographique qui permet d'avoir l'état de la connaissance en matière de zone humide (RPDZH). Tous les inventaires financés par l'agence sont remontés dans cet outil (avec le logiciel Gwern).

Gonzague DE MONTMAGNER : Beaucoup de choses, on était délégué à la CATZH du CEN RA dans le cadre du SAGE, notamment pour l'accompagnement des collectivités dans la priorisation des zones humides. Bien que cela ait été réalisé sur

LFA, elle n'a pas été très effective depuis. De plus, il existe un guide des bonnes pratiques agricoles en zone humide.

Amandine BIJON : Nos élus sont très intéressés par les résultats des inventaires complémentaires zones humides. Un comité syndical est d'ailleurs prévu avec la participation du CEN. Les élus s'impliquent et s'approprient l'outil pour les PLU.

Prochaine réunion

❖ *Disposition 1.1.2 : Identifier des ZHIEP et des ZSGE*

Fabrice FRAPPA : La réalisation de cette disposition était initialement prévue dans le cadre de la réalisation de l'inventaire zones humides de 2012-2015. De par la complexité de ces procédures, l'idée a été abandonnée. On pourrait l'enlever du SAGE. Il semble y avoir très peu d'exemples de territoire, en France, qui se sont lancé là-dedans. Sur la question des zones humides, qui peut être crispante, il vaut mieux être dans une logique d'incitation (MAEC, MAET, autres...) des acteurs, à préserver les zones humides, plutôt que dans une logique de contrainte réglementaire.

Amélie POTIGNON : Pour la prochaine réunion, il est prévu une recherche d'exemple concret d'application.

